l'assassinat de personnes par leur propre gouvernement ou des gouvernements étrangers engendrent l'amertume et la violence; que la désertification de vastes parties de l'Afrique risque de forcer des communautés entières à se déplacer dans le territoire d'autres communautés, ce qui pose des risques graves de conflits.

Depuis de nombreuses années, le Canada fait des efforts considérables pour réduire ces problèmes, et il continuera à rechercher avec insistance des solutions à long terme.

Par ses programmes d'aide au développement, le Canada reconnaît le devoir humanitaire qu'il a de venir en aide aux personnes pauvres, illettrées et misérables du monde; il reconnaît également les avantages qu'une prospérité plus largement partagée représente pour notre bien-être économique. Nous sommes déterminés à faire progresser, d'un certain nombre de manières, le règlement des questions qui préoccupent les pays moins développés:

- meilleure définition, grâce aux discussions en cours à la Banque mondiale et au FMI, de la croissance et de l'adaptation dans les pays en développement;
- renforcement du système commercial international par la promotion d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales;
- participation aux discussions spéciales des Nations Unies sur les problèmes de développement de l'Afrique;
- renforcement des mécanismes internationaux de négociation économique de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED); et
- amélioration de la formulation des politiques agricoles internationales et efforts pour améliorer le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial.

Le Canada aide également à protéger les droits de la personne en participant aux activités de la Commission des droits de l'homme (actuellement en session à Genève), du Conseil économique et social et de la Troisième commission de l'Assemblée générale. Le travail se poursuit en vue de